

## **Paroisse Saint Alban – Saint Maurice. Lyon**

Rencontre, le 8 janvier 2019, sur le texte des évêques :

### **« Appel aux catholiques de France et à nos concitoyens »**

Après cet appel, relayé par le Père Yves Longin lors des messes dominicales et la mise à disposition aux paroissiens du texte des évêques, une cinquantaine de personnes se sont réunies, à la paroisse Saint Maurice le 8 janvier au soir, pour 2h de travail et de partage. Étaient présents à la fois des paroissiens très engagés ou non dans la paroisse mais aussi des personnes disant leur absence de lien avec l'Église.

La soirée a commencé avec une rapide présentation du texte en insistant sur la chance que l'Église s'inscrive dans la vie de la société et la présence des chrétiens dans le champ politique ( Cf. Le texte des évêques de 2016 " Retrouver le sens du politique"). Un des participants dira même, dans un des petits groupes de travail, sa surprise heureuse de voir la réactivité des évêques face à cet événement des « gilets jaunes » et la crise sociale qu'il révèle.

Lors de la présentation on fait aussi le lien aussi avec Laudato Si' au §49 où le pape appelle à "*écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres.*" Ceci liant bien à la question de cette crise française où à partir d'un effort sur la transition écologique ( la taxe du carburant) on en vient à la question des inégalités sociales.

On insiste aussi, dans ce premier temps, pour montrer la possibilité, à partir des échanges, de ce 8 janvier, de pouvoir participer ensuite au débat proposé par les pouvoirs publics dans les semaines à venir.

Ensuite, par petits groupes d'une huitaine de personnes un échange est proposé sur deux des questions des évêques : les causes de la crise et les raisons d'espérer.

### **Les causes de la crise.**

*On a essayé ici de regrouper thématiquement les causes, mais elles s'interpénètrent les unes les autres.*

- *une série de causes sociales*, les inégalités, une des causes les plus profondes se voient essentiellement par la disproportion entre les revenus d'une catégorie à l'autre ouvrant à une précarisation de toute une population notamment des familles monoparentales. Les salaires ou revenus astronomiques de certains mettent en cause la cohésion sociale. Mais les inégalités sont aussi celles de l'accès aux soins, aux services publics, à la culture ...

La question des impôts est très présente dans cette crise, autant par leur disparité créant un sentiment d'injustice fiscale, que dans le rapport à l'impôt souvent perçu comme une charge et non comme un moyen pour la solidarité.

Autre cause, la place prise par l'individualisme dans la vie publique autant que dans les relations interpersonnelles. Ici on peut croiser l'individualisme, le consumérisme, le zapping permanent qui ne sont plus modérés par le collectif et ouvre à toutes sortes de violences.

- *des causes organisationnelles* sont souvent pointées dans les échanges, mais aussi la souffrance au travail, travail précaire, chômage, travail dévalorisé par un courttermisme qui met à mal l'implication des personnes dans un projet... Un certain nombre de décisions touchant les moins favorisés, comme la diminution des APL ou quelques déremboursements, ont été de très mauvais signes pour une cohésion sociale qui était pourtant promue par les politiques

- *des causes relationnelles* : le manque de communication dans la société autant que dans les entreprises montre la perte des relations que permettaient les corps intermédiaires. On pointe ici le rôle ambigu des réseaux sociaux qui mettent en relation, mais dont l'immédiateté ne permet pas le recul nécessaire pour apprécier les événements, ils manipulent et surtout désinforment, appelant à la haine et à des réactions éruptives.

Il y a un manque de pédagogie de la part du gouvernement sur de nombreuses questions ou réforme, à titre d'exemple l'utilité et l'utilisation des impôts n'est pas mis en perspective. Et même cette pédagogie peut apparaître parfois comme un mépris envers celles et ceux qui sont les plus fragiles.

La communautarisation de groupes particuliers ne permet plus de se percevoir comme d'une même société plurielle où se jouent la responsabilité de tous et de chacun entre droits et devoirs.

- *des causes institutionnelles* : il y a un problème de perception de la représentativité par les élus qui donne le sentiment d'une déconnexion entre les électeurs, citoyens, et les élus où chacun est dans une sphère sans communication. De là les institutions, n'apparaissant plus comme les garantes d'un service à la population, sont discréditées. Le manque de pédagogie de la part des élus ne permet pas la compréhension des réformes engagées et votées par les élus.

Il y a aussi une disjonction sur la question des territoires qui souffrent de la suppression des services publics ressentie comme une autre forme de mépris par des populations ainsi marginalisées.

Cette communication insuffisante et manque de pédagogie explicative sont ressenties comme une violence et un manque de respect de la part des gouvernants. De là découlent des violences verbale, physique et destructrices des infrastructures pouvant entraîner, s'il n'y a pas de résolution, un régime autoritaire voire une dictature.

### **Les raisons d'espérer.**

- Toute société, comme les personnes, a des capacités de résilience qui permettent de penser que la crise enfantera du meilleur, même si au 8 janvier on ne perçoit pas l'issue de la crise.

- Le fait que l'Europe – certes parfois objet de critiques - nous ait donnés 70 ans sans guerre, une monnaie unique montre que l'on peut en sortir par la coopération entre les pays,

- Il y a une vraie prise de conscience dans la population sur la question de la transition écologique et la préservation de l'environnement et notamment chez les jeunes qui, parfois de façon innovantes, s'engagent pour un monde plus humain. On note aussi l'impact d'un film comme « Demain » ou l'accueil soutenant de Laudato Si'.

- La solidarité est une réalité forte quand on voit l'engagement associatif de beaucoup pour de nombreuses causes comme pour les migrants par exemple. Ceci permet de garder ou de s'appuyer sur un tissu social à conforter ( conseil de quartier, lieu de débat public, capacité de dialogue...)

- les luttes contre les inégalités par la vie associative ou syndicale, mais aussi par des idées nouvelles comme le revenu universel...

- A l'engagement associatif il faut aussi noter toutes celles et ceux qui s'engagent pour des causes humanitaires, mais aussi en politique ; ici il en est appelé à un soutien pour chacun.

- Le développement de nombreuses entreprises ou associations dans l'esprit de l'économie sociale solidaire fait espérer un autre façon de vivre, de consommer, de produire, d'épargner...

- Mais nombre d'engagements professionnels permettent aussi d'espérer car ouvrant à un esprit critique, que ce soit dans l'éducation, les lieux de culture (aujourd'hui sans censure dans notre pays), les lieux de vie collective notamment par le sport